

# LES ÉLECTIONS DE MI-MANDAT AUX ÉTATS-UNIS ET LE SPECTACLE DE LA DÉMOCRATIE

PIERRE GUERLAIN\*



Les élections de mi-mandat aux États-Unis, dites des *mid-terms*, qui se sont déroulées le 6 novembre 2018, avaient suscité de nombreux espoirs chez les Démocrates, car la présidence Trump n'avait été qu'une longue suite de décisions réactionnaires accompagnée, de mensonges permanents. Il s'agissait de renouveler en totalité la Chambre des représentants : 435 députés qui représentent la population de façon plus ou moins proportionnelle et sont élus État par État et un tiers du Sénat où 33 sièges de sénateurs étaient à renouveler. D'autre part, un grand nombre d'autres scrutins ont eu lieu à cette même date, notamment l'élection de 36 gouverneurs d'État. En Floride, s'est tenu un référendum visant à rétablir le droit de vote pour les anciens détenus. La plupart des sièges de sénateurs à renouveler étaient détenus par des Démocrates.

Bien évidemment, les médias ont considéré que ces élections fonctionneraient comme un référendum sur la présidence Trump, deux ans après l'élection de ce dernier qui a surpris la quasi-totalité des observateurs politiques. L'immense majorité des médias et des intellectuels avaient pris position contre Trump et les sondages semblaient prédire une victoire plutôt facile à sa rivale Clinton. Cette dernière avait obtenu presque trois millions de voix de plus que Trump, mais, étant donné le système électoral américain avec des grands électeurs qui déterminent l'élection dans un collège électoral État par État, elle avait, tout à fait légalement, perdu.

---

\* UNIVERSITÉ PARIS, NANTERRE.

## Interprétation des résultats

Ce raté de 2016 avait induit une certaine méfiance ou réserve à l'endroit des sondages qui indiquaient une victoire des Démocrates à la Chambre des représentants, mais une bonne résistance des Républicains qui sont abusivement appelés « conservateurs » tant ils se sont déportés vers la droite et correspondent souvent à ce qu'en Europe on appelle l'extrême droite. À la suite de deux politologues américains, Thomas E. Mann et Norman J. Ornstein, Chomsky considère le parti républicain, connu par ses initiales GOP (*Grand Old Party*) comme étant un parti extrémiste en dehors du fonctionnement habituel des démocraties. Il voit en lui l'organisation la plus dangereuse de l'histoire humaine, car ce parti, qui n'est pas uni dans son soutien à Trump, est soudé pour promouvoir activement la destruction de la planète en niant le réchauffement climatique et en prenant des mesures ouvertement destructrices de l'environnement. Les Démocrates, pour leur part, se sont également déportés vers la droite sur le plan économique et font partie, pour l'appareil du parti, de ce que Bernie Sanders appelle « la classe des milliardaires » tant ils dépendent des soutiens financiers du monde des affaires.

28

Les résultats sont maintenant connus et des enseignements peuvent en être tirés. Les Démocrates ont obtenu au niveau national huit millions de voix de plus que leurs rivaux républicains et ont retrouvé une majorité à la Chambre des représentants : 235 élus contre 199 pour les Républicains. Au Sénat, par contre, les Républicains accentuent leur avantage puisqu'il passent de 51 à 53 sièges. Au niveau des gouverneurs, les Démocrates ne contrôlent que 23 États contre 27 pour les Républicains. On peut voir tous les résultats chiffrés sur le site du *Washington Post*<sup>1</sup>.

On utilise aux États-Unis deux couleurs pour évoquer les partis, le bleu pour les Démocrates et le rouge pour les Républicains. Suite aux élections, certains ont vu une « vague bleue » en faveur des Démocrates, tandis que d'autres ont vu une bonne résistance des Républicains, notamment au Sénat. Ces deux interprétations, apparemment contradictoires, sont recevables.

Les Démocrates sont le parti le plus populaire en voix, ce qui se traduit en nombre de représentants, mais ils ne gagnent pas

---

<sup>1</sup> <[https://www.washingtonpost.com/election-results/house/?noredirect=on &utm\\_term=.0348820bd782](https://www.washingtonpost.com/election-results/house/?noredirect=on&utm_term=.0348820bd782)>.

beaucoup de postes de gouverneurs et perdent des sénateurs, alors que traditionnellement les élections de mi-mandat sont perdues par le parti au pouvoir. Au Sénat, les Démocrates ont obtenu 12 millions de voix de plus que les Républicains, qui pourtant, de façon inique et antidémocratique, augmentent leur majorité.

En 2010, Obama avait perdu le Congrès et parlé d'une déculottée (*shellacking*). En 2018, les Démocrates peuvent évoquer des succès importants comme l'élection de femmes représentantes, souvent progressistes, c'est-à-dire de l'aile gauche du parti, comme Alexandria Octavio-Cortez à New York. Le nombre de femmes au Congrès, 125, a fortement augmenté, certaines comme Marsha Blackburn (Tennessee) sont noires et républicaines. Deux élues démocrates sont musulmanes et l'aile gauche du parti sort renforcée, mais bien loin de contrôler l'appareil du parti. Nancy Pelosi et Chuck Schumer, des Démocrates traditionnels, proguerre et pro-Israël, restent aux manettes dans les deux assemblées. La victoire des Démocrates ouvre des possibilités d'enquête sur Trump, mais pas la voie de la destitution (*impeachment*) qui est décidée par le Sénat.

### **Le système électoral et les Démocrates**

La première difficulté d'interprétation des résultats apparaît ici. La victoire des Démocrates ne signifie pas nécessairement une victoire des progressistes. Schumer, qui va rester le chef de file des Démocrates au Sénat, avait voté, comme Hillary Clinton, pour la guerre en Irak ; il est aligné sur l'extrême droite israélienne et il s'est vanté d'avoir soufflé à Trump l'idée de transférer l'ambassade américaine à Jérusalem ; il a aussi pris position pour la torture. Voilà donc un Démocrate qui ne s'oppose à Trump que de façon sporadique et qui dit ouvertement son soutien au monde des affaires. Nancy Pelosi, pour sa part, veut trouver un « terrain d'entente avec Trump », ce qui, pour la *speaker*, présidente, de la Chambre des représentants est fort peu combatif. Pelosi avait permis de faire passer l'assurance santé, connue sous le nom d'*Obamacare*, et la loi, dite « Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act », de réforme des marchés financiers. En 2002, elle avait voté contre la guerre en Irak, mais en tant que millionnaire qui possède de l'immobilier et des vignes, elle n'est pas particulièrement proche des gens en situation de précarité. Bob Menendez, réélu dans le New Jersey, fut mis en accusation en 2015 par le ministre de la Justice de l'administration Obama pour douze chefs

d'inculpation de corruption. Il n'a pas été condamné, mais son éthique laisse à désirer. Il avait été soutenu par l'appareil du parti démocrate lors des primaires. Au Texas, Beto O'Rourke, qui se présentait au Sénat comme un progressiste et qui a presque battu Ted Cruz, un ultra conservateur qui fait partie des chrétiens fondamentalistes, est, en fait, financé par de puissants lobbys et a souvent voté avec les Républicains à la Chambre des représentants.

En décembre 2017, le parti républicain a fait passer une loi de réformes de l'impôt qui est un cadeau ploutocratique aux ultrariches. L'économiste de renom, Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie, a ainsi déclaré que cette réforme était un programme « d'assistance aux donateurs »<sup>2</sup>. Il faisait référence dans cet article aux déclarations du milliardaire Warren Buffet qui dénonçait le fait que le taux d'imposition de sa secrétaire était plus élevé que le sien. La nature ploutocratique de l'administration Trump, soutenue par tous les Républicains, ne fait aucun doute et l'on aurait pu attendre d'un parti démocrate fidèle au *New Deal* de Roosevelt une opposition déterminée, mais cette opposition n'existe que dans le camp de Sanders ou d'une élue du Massachussets, la sénatrice Elizabeth Warren.

30

Pour faire diversion sur sa ploutocratie triomphante, Trumps'est saisi du phénomène de la caravane de migrants qui venait d'Amérique latine et se dirigeait vers les États-Unis. Ces migrants venaient de pays où les États-Unis étaient intervenus soit pour soutenir des milices criminelles, comme au Salvador sous Reagan, soit pour fausser le résultat des élections, comme au Honduras en 2009. Trump et les Républicains ont donc joué la peur et la xénophobie pour déplacer le débat médiatique, c'est-à-dire le spectacle de la politique ordinaire, avant les élections. Trump a ajouté son infox (*fake news*) selon laquelle cette caravane de migrants était infiltrée par des éléments venant du Moyen-Orient. Il est difficile de mesurer l'impact de cette manœuvre mais l'on sait tout le profit que l'extrême droite peut tirer du fantasme d'une invasion venant de l'étranger.

Il faut maintenant expliquer pourquoi les Républicains ont accru leur majorité au Sénat. On touche là à une caractéristique du mauvais fonctionnement institutionnel de la démocratie américaine. Cette victoire républicaine au Sénat n'a été possible que grâce à la terrible injustice des institutions américaines. Étant donné que chaque État

---

<sup>2</sup> <<https://www.project-syndicate.org/commentary/trump-republican-tax-legislation-by-joseph-e-stiglitz-2018-01>>.

fédéré a le même nombre de sénateurs, la Californie, avec presque 39 millions d'habitants, a deux voix au Sénat, tout comme le Wyoming qui ne compte qu'un peu plus de 500 000 habitants. Dans un cas, un sénateur représente environ 19 millions d'électeurs, dans l'autre moins de 250 000. La Californie a plus d'habitants que 13 petits États combinés, mais le rapport de voix au Sénat est de 26 contre deux (voir un graphique de 2013)<sup>3</sup>. Ces petits États sont moins divers sur le plan ethnoracial et, en général, plus conservateurs que la Californie.

Il y a là un facteur de distorsion de la démocratie aux États-Unis. Le Sénat ne représente pas les citoyens, mais les États et accorde donc une prime aux plus petits d'entre eux. Étant donné que le Sénat confirme les juges à la Cour suprême et ratifie les traités internationaux, il a une fonction de première importance. Peu de temps avant les élections de mi-mandat, le juge ultraconservateur Kavanaugh fut confirmé par le Sénat par un vote de 51 à 49, soulignant l'unité des Républicains qui savent taire leurs différences et mettre leurs ego de côté lorsqu'il s'agit de défendre des intérêts de classe. La droite comprend l'hégémonie gramscienne que la gauche a oubliée.

Parti minoritaire aux États-Unis, le parti républicain domine l'une des chambres du Congrès de façon fort légale. Cependant, tout n'est pas légal dans le déroulement des élections américaines. Passons en revue certains dysfonctionnements ou violations de la légalité qui ont produit des effets en 2018.

### **Triche et fraude légale**

Le phénomène le plus crucial pour la démocratie et la justice est celui des radiations abusives d'électeurs. Un grand nombre de ceux-ci ou d'électeurs potentiels sont éliminés des listes électorales par le GOP, le parti républicain, au nom, précisément, de la lutte contre la fraude. En fait, la fraude est du côté des soi-disant combattants anti-fraude : il s'agit d'éliminer un grand nombre d'électeurs des minorités, surtout noirs, en arguant du fait qu'ils seraient inscrits plusieurs fois sur les listes électorales. Les radiations sont opérées lorsque plusieurs électeurs ont la même identité, alors qu'il n'est pas rare que diverses personnes aient le même prénom et le même nom. On peut trouver un Paul Johnson dans plusieurs États ou même plusieurs personnes

---

<sup>3</sup> <[https://img.washingtonpost.com/blogs/wonkblog/files/2013/03/population\\_senate\\_take\\_two-800x736.png](https://img.washingtonpost.com/blogs/wonkblog/files/2013/03/population_senate_take_two-800x736.png)>.

qui ont ce même nom. C'est la raison pour laquelle on demande aux États-Unis d'ajouter l'initiale du 2<sup>e</sup> prénom pour éviter les confusions. En ne prenant pas en compte cette initiale, les soi-disant combattants anti-fraude s'assurent qu'ils excluent du vote des citoyens qui en aucun cas ne fraudent. Les patronymes le plus souvent portés par des Noirs, des Hispaniques ou des citoyens d'origine asiatique sont le plus fréquemment concernés par les radiations. Ce système, fort bien analysé par le journaliste Greg Palast<sup>4</sup>, a été déterminant dans la victoire de Trump, car les citoyens radiés dans les États désindustrialisés de la « ceinture de la rouille » qu'il a gagnée de peu étaient surtout des Noirs qui auraient majoritairement voté pour Clinton.

Ce système de radiation raciste qui se présente comme une lutte contre la fraude est particulièrement fréquent dans certains États du Sud comme la Géorgie. Il accorde un autre avantage substantiel aux Républicains<sup>5</sup>. En Géorgie, la candidate démocrate afro-américaine, Stacey Abrams, qui avait un agenda progressiste et universaliste, a été battue en raison de la fraude organisée par son rival, Brian Kemp, le secrétaire d'État républicain qui était chargé des élections<sup>6</sup>. En Floride, le candidat démocrate afro-américain, Andrew Gillum, a été battu de justesse dans un État où plus d'un million d'anciens condamnés, principalement des Afro-Américains et des Latinos, ne pouvaient pas voter, ceci alors que le référendum qui s'est tenu lors des dernières élections a rétabli ce droit. En Arizona, une sénatrice républicaine, pourtant battue lors de l'élection, Martha McSally, a été nommée par le gouverneur pour assurer le reste du mandat d'un autre sénateur décédé, McCain, élu en 2016, ce qui est légal, mais fort peu démocratique.

Lors de la campagne présidentielle, le candidat Trump avait déclaré que le système électoral était « truqué » (*rigged*). En effet, il est truqué, mais principalement par le parti républicain qui, non seulement, bénéficie d'institutions injustes qui remontent au XVIII<sup>e</sup> siècle et donnent un avantage électoral aux petits États, mais aussi par l'intermédiaire de la « fraude de la fraude », lorsque la chasse aux « faux électeurs » permet surtout de chasser ou décourager les vrais.

---

<sup>4</sup> <<https://www.gregpalast.com/election-stolen-heres/>>.

<sup>5</sup> <<https://www.brennancenter.org/blog/whats-matter-georgia>>.

<sup>6</sup> Lire Pierre Guerlain, « Stacey Abrams, figure du progressisme universaliste », *Libération*, 20 novembre 2018.

## LES ÉLECTIONS DE MI-MANDAT AUX ÉTATS-UNIS

À cela il faut ajouter un autre phénomène aux confins de la légalité, celui du charcutage électoral (*gerrymandering*).

Chaque État établit les circonscriptions électorales pour les votes à la Chambre des représentants. Le nombre total de sièges est déterminé par les résultats du recensement qui a lieu tous les dix ans, mais la répartition incombe aux autorités de chaque État fédéré. Dans les États contrôlés par les Républicains, une majorité, les circonscriptions sont redessinées afin d'assurer la plus grande rentabilité électorale pour le GOP. Les électeurs démocrates sont agglutinés dans des circonscriptions aux contours étranges, ce qui diminue le pouvoir des Démocrates dans toutes les autres circonscriptions. Ainsi avant les élections de 2018, la Pennsylvanie avait 18 sièges de représentants, dont 13 étaient détenus par les Républicains, alors qu'une répartition juste selon les pourcentages de voix aurait dû être de 10 et 8. Après les élections de 2018, la répartition est de 9 à 9 alors que les Démocrates ont obtenu 55 % des voix.

Le système est truqué, mais ni les Républicains, qui en bénéficient de façon éhontée, ni les Démocrates, qui en sont généralement les victimes, n'en ont fait un thème de campagne central. Dans le cas de la Pennsylvanie, les tribunaux, d'abord de l'État, puis la Cour suprême, ont mis un coup d'arrêt au charcutage électoral en octobre 2018, ce qui explique en partie les gains des Démocrates. En 2013, la Cour suprême avait décidé d'abandonner le contrôle des lois électorales dans neuf États du Sud anciennement confédérés, qui étaient connus pour leurs pratiques antidémocratiques et racistes. La Cour invalidait ainsi une disposition du *Voting Rights Act* de 1965 qui établissait le principe dit « d'une personne, une voix ». Dès l'annonce de la décision de la Cour, le Texas avait, tout à fait légalement, présenté une nouvelle carte électorale destinée à minorer le vote démocrate.

Il faut encore ajouter une autre façon de tricher qui n'est pas illégale et qui profite aux Républicains. Dans l'État du Wisconsin, les électeurs ont réussi à chasser un gouverneur hyper-réactionnaire antisyndicats, Scott Walker, et à élire un Démocrate, Tony Evers. Cette victoire était celle d'une grande coalition menée entre autres par les syndicats d'enseignants. Le parlement d'État, qui reste en place pendant deux mois, a alors fait passer une loi limitant les pouvoirs du gouverneur, transformant ainsi celui-ci en figure purement symbolique. Le gouverneur battu a donc signé une loi privant son successeur élu de façon régulière des pouvoirs dont il avait lui-même

bénéficiés. Ce tour de passe-passe antidémocratique n'est pas illégal, mais il est possible qu'il y ait des recours en justice<sup>7</sup>.

La démocratie, y compris la démocratie formelle des élections, est donc en fort mauvaise posture, sinon en lambeaux, aux États-Unis. Parmi les dysfonctionnements de cette démocratie, il convient de mentionner le fort taux d'abstention qui affecte le processus électoral. Il est habituel qu'une majorité d'Américains s'abstienne lors des élections de mi-mandat. En 2018, alors que tout le monde affirmait que ces élections étaient cruciales, un référendum sur la présidence hors-normes et dangereuse de Trump, seuls 49 % des Américains inscrits sur les listes électorales ont voté. Ce chiffre bas est cependant un record, car, depuis 1914, il n'avait jamais été aussi élevé. Il faut noter que des millions d'Américains sont radiés de ces listes et donc que le taux de participation réel est encore plus bas. La « fatigue démocratique » américaine n'est donc pas en voie de guérison puisque la moitié des citoyens n'éprouvent pas le besoin de dire ce qu'ils pensent de la présidence Trump.

34

Parmi les causes de l'abstention, il y a la perception chez beaucoup d'Américains que les deux partis se ressemblent, qu'ils sont, selon le mot du romancier Upton Sinclair « les deux ailes du même oiseau de proie ». Les Démocrates, qui glissent à droite depuis la présidence Clinton, ne sont plus le parti de Franklin Roosevelt et sont plus proches de leurs donateurs fortunés comme Harvey Weinstein, aujourd'hui emporté par des scandales de harcèlement sexuel, ou des milliardaires et millionnaires du monde des affaires. Les donateurs soutiennent soit les Républicains soit les Démocrates, mais appartiennent au même monde en ce qui concerne la justice fiscale ou le soutien à Israël. Si la famille Mercer, les frères Koch et Adelson soutiennent massivement les Républicains et Haim Saban et George Soros les Démocrates, ils ne diffèrent pas sur des sujets essentiels. Jeff Bezos, patron d'Amazon et propriétaire du *Washington Post*, répartit ses dons, mais prend position pour Hillary Clinton, tandis que Sanders mène une campagne pour que les salariés d'Amazon puissent avoir un salaire minimum de 15 dollars de l'heure<sup>8</sup>.

---

<sup>7</sup> Paul Rosenberg fait une analyse de l'ensemble de ces phénomènes dans un article de *Salon* : <<https://www.salon.com/2018/12/09/gops-anti-democratic-red-tide-its-ugly-but-its-nothing-new/>>.

<sup>8</sup> On peut voir ici une liste des principaux donateurs : <<https://www.opensecrets.org/overview/topindivs.php>>.



## L'argent, le parti démocrate et la dérive droite

Thomas Frank analyse cette dérive droite des Démocrates dans divers livres, dont le dernier *Listen, Liberal* a été traduit en français sous le titre de *Pourquoi les riches votent à gauche*, qui fait suite à *Pourquoi les pauvres votent à droite*, traduction de *What's the Matter with Kansas*. Pour Frank, qui n'utilise pas le mot « gauche » dans son titre en anglais, la « gauche » dont il est question est la « gauche caviar » ou celle que les Américains désignent par « la gauche en limousine ». La gauche, qui a abandonné la défense des dominés, mais défend les causes sociétales, a ouvert un boulevard à la droite ou à l'abstention.

L'abstention d'un certain nombre d'électeurs d'Obama a servi Trump et si aujourd'hui les médias qui ont massivement soutenu Clinton essaient de faire croire qu'ils l'auraient fait en raison de l'ingérence russe, l'observation fine des résultats et des scores de Sanders lors des primaires indique qu'au contraire, c'est un rejet des Démocrates trop proches de Wall Street qui est déterminant.

S'il est clair que la présidence Obama était différente et moins catastrophique que celle de Trump, il faut noter quand même qu'Obama débute son premier mandat par un soutien à Wall Street, qu'il veut protéger des « fourches » des citoyens en colère après la crise de 2008, qui a vu les banques piocher dans les caisses de l'État pour s'épargner la faillite et sauvegarder leurs profits. Puis, il a terminé son second mandat en se rendant à Flint, une ville du Michigan, où, en raison de la présence de plomb, il n'y a plus d'eau potable dans les quartiers défavorisés habités surtout par des Noirs et Obama fait mine de boire cette eau, ce qui est une forme de soutien au gouverneur républicain Rick Snyder, responsable de la contamination de l'eau. Certains à gauche n'hésitent pas à dire qu'Obama a conduit à Trump, ce qui est réducteur, car les antécédents de Trump remontent bien plus loin dans l'histoire américaine. Cela illustre quand même un phénomène capital : les néolibéraux et leurs politiques qui aggravent les inégalités et la pauvreté préparent le terrain dans lequel l'extrême droite, y compris néofasciste, prospère.

Il faut ici bien évidemment aborder le problème essentiel de la démocratie américaine : l'influence de l'argent. L'argent pervertit la démocratie à tel point que des chercheurs s'interrogent quant à l'existence même de la démocratie aux États-Unis. Deux universitaires, Benjamin Page et Martin Gilens, ont publié un ouvrage au titre explicite qui fait écho à celui bien connu de Tocqueville en y ajoutant

un point d'interrogation : *Democracy in America* ? Un autre livre récent de Julia Cagé, *Le Prix de la démocratie*, étudie cette influence perverse de l'argent dans diverses démocraties, dont celle des États-Unis où deux arrêts de la Cour suprême ont ouvert les vannes de l'argent en politique : celui connu sous le nom de *Citizens United* en 2010 vient après la décision de 1976, connue sous le nom de *Buckley v Valeo*. Sur le pouvoir de cette cour, on pourra se reporter à l'ouvrage d'Anne Deysine, *La Cour suprême des États-Unis. Droit, politique et démocratie*. Contrairement à ce qui existe dans d'autres démocraties dites libérales en Europe occidentale, l'argent donné aux partis politiques et autorisé dans les campagnes électorales n'est pas limité. Les donations directes aux candidats le sont, mais pas celles aux partis.

Les candidats les plus fortunés ont plus de chance d'être élus<sup>9</sup>. La fortune des candidats est bien évidemment d'abord la leur. Ainsi, en 2016, une millionnaire, Clinton, affrontait un milliardaire qui mentait sur sa fortune en la surévaluant, Trump, mais cette fortune comprend aussi l'afflux de l'argent des lobbys. Trump le milliardaire, qui n'est peut-être que millionnaire, a grandement bénéficié des ressources financières de la famille Mercer. Les lobbys les plus puissants comme la *Business Roundtable* (le patronat), le lobby pro-israélien, qui n'est pas un lobby ethnique puisque les chrétiens fondamentalistes en sont une partie essentielle, et le secteur de l'armement ont une influence considérable, tout comme l'industrie pharmaceutique qui intervient, avec succès, pour faire capoter les efforts visant à instituer une assurance santé universelle.

Julia Cagé montre dans son ouvrage fort documenté que le principe de base des élections dans une société démocratique, « une personne, une voix », n'est pas respecté. Au contraire, il faudrait parler, pour les États-Unis, « d'un dollar, une voix ». Les élections américaines coûtent cher et l'argent public ne joue qu'un tout petit rôle<sup>10</sup>. Obama fut le premier en 2008 à refuser cet argent public pour ne pas se soumettre aux limitations de dépense qui l'accompagne. Il n'est donc pas exagéré d'affirmer, comme le fait le journaliste Greg Palast dans un livre qui date de 2002, et un film plus récent portant le même titre, que la démocratie américaine est « La meilleure démocratie que

<sup>9</sup> On peut voir ici un tableau des dépenses et des taux de réélection pour la Chambre des représentants : <<https://www.opensecrets.org/overview/bigspenders.php>>.

<sup>10</sup> Voir un tableau des coûts de ces élections : <<https://www.opensecrets.org/overview/cost.php?display=T & infl = Y>>.

l'argent peut acheter ». (*The Best Democracy Money Can Buy*). C'est la raison pour laquelle une partie de la gauche radicale, à la suite de Chomsky (2004), parle des élections comme étant des « spectacles somptueux quadriennaux personnalisés » (*personalised quadrennial extravaganzas*). Chomsky montrait que les campagnes ne prenaient pas en compte les préoccupations des citoyens et n'abordaient pas les enjeux essentiels et donc étaient en effet un spectacle de divertissement qui conduisait à marginaliser la population. Il ne rejetait pas le vote et voyait de légères différences entre les partis, mais dénonçait ce que l'on appelle en France la « politique spectacle », qui n'est qu'une modalité de ce que Guy Debord a appelé *La Société du spectacle*.

Dans le spectacle électoral des élections de mi-mandat en 2018, Trump a joué la carte de la peur de l'autre pour éviter une focalisation sur la ploutocratie qu'il sert habilement en endossant un rôle de baratineur et de clown public et les Démocrates ont montré qu'ils étaient écartelés entre une aile progressiste qui défend un genre de socialisme universaliste et un appareil qui reste proche des milieux d'affaires, impérialiste et déconnecté des réalités sociologiques en dehors des endroits où l'on vit bien. Les Démocrates sont structurellement défavorisés par les institutions américaines et subissent des défaites qu'ils pourraient éviter en retrouvant leur base électorale de classe, mais, en dépit de quelques avancées notables en 2018, ce parti se montre peu combatif sur ce plan. Les Républicains attaquent la République et les Démocrates ne défendent plus la démocratie.

37

### **Politiques identitaires et politiques universalistes**

Un débat a eu lieu aux États-Unis pour savoir si les Démocrates avaient fait la part trop belle aux politiques identitaires et aux enjeux sociétaux et donc s'étaient aliéné les classes moyennes et ouvrières. Ce débat a été relancé par un article de Mark Lilla dans le *New York Times* « The End of Identity Politics », le 18 novembre 2016. Mark Lilla, qui est un défenseur du libéralisme à l'américaine, a ensuite écrit un ouvrage sur le même thème (*The Once and Future Liberal : After Identity Politics*). Cette analyse a été rejetée par la gauche universitaire américaine et l'on peut retrouver les arguments de celle-ci dans le débat que *Le Monde* a organisé entre Mark Lilla et Eric Fassin en octobre 2018<sup>11</sup>. Ce débat intéressant n'est néanmoins pas forcément celui qui est le plus porteur

---

<sup>11</sup> « Débat : la gauche s'occupe-t-elle trop des minorités ? », 1<sup>er</sup> octobre 2018.

pour comprendre l'incapacité des Démocrates à mettre en déroute les Républicains les plus ploutocratiques et réactionnaires de l'histoire des États-Unis d'après 1945. En effet, contrairement à Thomas Frank, Chris Hedges ou Chomsky, les oppositions entre libéraux clintoniens et gauche universitaire focalisée sur le sociétal ne prennent pas assez en compte la dévastation socio-économique du néolibéralisme qui affecte la classe ouvrière.

La « gauche caviar » défend les minorités sexuelles ou ethniques et c'est un facteur positif, car les enjeux sociétaux sont cruciaux. Cependant, en oubliant les classes défavorisées en bas de l'échelle sociale ou, pire, en s'en moquant carrément, elle précipite de nombreux électeurs vers la droite ou l'abstention<sup>12</sup>. Un livre publié avant les élections de 2016, écrit par une sociologue de Berkeley, Arlie Russell Hochschild, *Strangers in Their Own Land: Anger and Mourning on the American Right*, offre une analyse fine de ces milieux défavorisés qui ne votent plus pour les Démocrates, tandis qu'un autre écrit par un auteur issu de ces classes défavorisées décrit le mépris qui les vise, notamment à l'université : *Hillbilly Elegy: A Memoir of a Family and Culture in Crisis*.

38

Ce que la candidature de Bernie Sanders lors des primaires de 2016 avait montré, c'est qu'il est possible de tenir un discours de gauche qui allie les problématiques de classe et celles dites sociétales. Si les « libéraux » stigmatisent les dominés en les appelant « déplorables », comme Hillary Clinton l'a fait, et surtout en prenant position pour le libre-échange, la mondialisation capitaliste et les guerres au Moyen-Orient, alors il n'est pas étonnant que les classes affectées par la désindustrialisation se détournent du parti dont l'agenda est dirigé contre elles. Alors que les partisans de Sanders sont aussi bien blancs que noirs, latinos, femmes, hommes, Sanders continue d'être accusé d'être attaché à ses privilèges d'homme blanc hétérosexuel, voire d'être un « faux juif »<sup>13</sup>.

Ce que fait Sanders, un socialiste modéré dans la lignée du *New Deal* de Roosevelt, est une tentative de rassembler tous les divers groupes exploités ou dominés dans une grande coalition progressiste

---

<sup>12</sup> Voir Pierre Guerlain, « “Salauds de pauvres” à nouveau ? Vers une théorie du plouc émissaire », *Décodeurs 360°*, <<https://decodeurs360.org/societe/salauds-de-pauvres-a-nouveau/>>.

<sup>13</sup> <<https://www.commondreams.org/views/2018/12/17/how-come-so-many-bernie-bros-are-women-and-people-color>>.

dont le discours central est un discours de classe et de justice sociale. Une partie de la « gauche caviar » qui est représentée à l'université et chez les libéraux proc capitalistes tente de décrédibiliser cette dynamique au nom de l'antiracisme ou de l'antisexisme. Le démon de la division dynamite la gauche aux États-Unis, comme ailleurs, alors que le président actuel est un désastre sur tous les plans social, sociétal et écologique et devrait susciter une opposition déterminée et unie sur tous ces fronts. Il n'y a aucune opposition entre le soutien aux employés d'Amazon en lutte, la dénonciation du racisme anti-migrants et la lutte pour l'égalité hommes-femmes. Nina Turner en fait la preuve : cette femme afro-américaine est une des porte-parole de Sanders qui se réclame de Martin Luther King, qui lui aussi avait compris que la lutte contre la pauvreté et la lutte contre le racisme et l'impérialisme sont intimement liées. Elle est active dans la lutte contre le harcèlement sexuel et pour une assurance santé universelle<sup>14</sup>.

Les élections de mi-mandat confirment donc les tendances lourdes de la vie politique américaine et les multiples obstacles qui empêchent une expression vraiment démocratique. Les États-Unis sont lancés dans une dérive ploutocratique qui accentue les inégalités et met la planète en danger. Trump, le bateleur menteur, raciste, sexiste et hyper-réactionnaire, qui fait le clown et occupe les médias qui se délectent de la dénonciation de ses pitreries, n'est pas réellement menacé par des opposants qui présentent l'ancien président Herbert Walker Bush en héros de la décence, alors qu'il était lui-même impérialiste, raciste et sexiste, ou vantent les mérites du va-t-en-guerre McCain. La politique étrangère ne compte pas dans les élections parlementaires, mais il est clair qu'une partie des Démocrates sont soit alignés sur Trump et le complexe militaro-industriel, soit le critiquent depuis une position encore plus droitière. Il est remarquable que le débat sur l'ingérence russe se soit éteint durant les élections parlementaires, car les Américains ne sont pas particulièrement mobilisés par ce fameux *Russiagate*<sup>15</sup>. Peu de débats sur le coût exorbitant du secteur de la défense, qui pourtant contribue à la dévastation des infrastructures américaines en matière de transport ou d'habitat.

---

<sup>14</sup> <<https://www.sandersinstitute.com/about/fellow/turner>>.

<sup>15</sup> Lire l'article d'Aaron Maté dans *The Nation* : <<https://www.thenation.com/article/russiagate-2018-midterms-interference/>> ainsi que Pierre Guerlain, « Russiagate ou comment casser la gauche », *Recherches internationales*, août 2018, <<https://www.recherches-internationales.fr/chroniques/2018-04-Russiagate.pdf>>.

Dans la société du spectacle, un président imposteur, qui, en homme de télé-réalité, fait le clown, parvient à imposer son agenda. Tom Engelhardt parle d'un système médiatique dans lequel c'est « tout Trump, tout le temps », un système où ce n'est plus Big Brother qui vous regarde, mais vous qui regardez Big Brother<sup>16</sup>. Dans cette société du spectacle, la gauche ne parvient pas à contrer efficacement le discours masqué de la ploutocratie militariste. Une partie d'entre elle en est venue à diviniser les services secrets, dont elle ne doute plus de l'honnêteté depuis que ceux-ci visent Trump dans une guerre interne aux classes dominantes, et elle a oublié les positions antimilitaristes, anti-impérialistes de son histoire.

Néanmoins, contre la fuite en avant vers la manne des donateurs milliardaires, l'aile gauche du parti démocrate, qui compte parmi ses membres des femmes remarquables issues des minorités, réhabilite un discours universaliste cohérent et a déjà obtenu des succès notables lors des élections, mais aussi dans l'espace public. Parler de salaire minimum, de lutte contre les ponctions du budget militaire<sup>17</sup>, de la santé des plus pauvres privés d'assurance, de l'évasion fiscale massive ou de la protection de l'environnement mis en danger par les géants du monde des affaires est mobilisateur et n'oblitére en rien les luttes légitimes contre les autres formes d'exclusion ou de marginalisation. Le *New Deal* n'a été possible que dans un moment de crise systémique du capitalisme et s'il a conduit à des avancées sociales énormes, aujourd'hui toutes remises en cause, il a aussi permis de sauver le capitalisme. La ploutocratie triomphante d'aujourd'hui met en danger la démocratie, mais aussi la survie de la planète. Le capitalisme met en danger les capitalistes eux-mêmes, qui pourtant, aveuglés par leur profit, continuent sur leur lancée.

Les énergies et les thèmes mobilisateurs d'une opposition systémique cohérente existent, la bataille des idées bat son plein chez les Démocrates et, de ce point de vue, il est prometteur que Sanders, qui n'est ni un homme providentiel, ni isolé, soit le personnage politique le plus populaire aux États-Unis. Contre les « faucons libéraux », les forces qui se battent pour un « New Deal vert » s'organisent et

<sup>16</sup> <<http://www.tomdispatch.com/blog/176403/>>.

<sup>17</sup> Entre 1998 et 2015, 21 000 milliards de dépenses par le Pentagone n'ont pas été correctement déclarés. C'est plus que le budget annuel des États-Unis. Lire l'article de David Lindorff dans *The Nation* : <<https://www.thenation.com/article/pentagon-audit-budget-fraud/>>.

## LES ÉLECTIONS DE MI-MANDAT AUX ÉTATS-UNIS

rencontrent un écho de plus en plus large. Les élections de mi-mandat représentent un petit pas dans cette direction.

### **Résumé:**

Les élections de *mid-terms* aux États-Unis ont révélé une poussée démocrate à la Chambre des représentants et une consolidation des Républicains au Sénat qui interdit toute destitution de Trump. L'avancée du parti démocrate fait place à une plus grande diversité ethnique, mais traduit en son sein une poussée droitiste. Le thème des migrants venant d'Amérique centrale a été mobilisé avec succès par Trump. À cela s'ajoutent la distorsion qui entache l'élection du Sénat qui ne représente pas les citoyens mais les États et accorde donc une prime aux plus petits d'entre eux, et le fait qu'au prétexte de lutte contre la fraude, de nombreux électeurs, notamment afro-américains, ont été rayés des listes. Comme à l'habitude, cette campagne a été polluée par l'importance du rôle joué par l'argent. On constate que les Républicains attaquent la République et les Démocrates ne défendent plus la démocratie.

